

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [94] (2006)
Heft: 1506

Artikel: "Mom", l'espoir du Liberia
Autor: Marceau, Karina
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-283056>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

« Mom », l'espoir du Liberia

Lors des dernières élections au Liberia, la banquière féministe Ellen Johnson-Sirleaf faisait face au très populaire joueur de soccer George Weah. Le peuple a opté pour l'expérience en élisant cette grand-mère de 67 ans.

KARINA MARCEAU

« Je me dois de faire la fierté de toutes les femmes libériennes, de celles de l'Afrique et du monde entier. » Voilà comment Ellen Johnson-Sirleaf, que ses compatriotes surnomment affectueusement « Mom », a accueilli la nouvelle de son élection à la présidence du Liberia, le 16 janvier dernier.

Une victoire que ses partisans ont fêtée avec exubérance. « La journée où Ellen Johnson-Sirleaf a été élue, les gens dansaient dans la rue. Exaltées, vêtues de t-shirts arborant le portrait de la présidente du Parti de l'unité, les femmes voyaient toutes les possibilités s'ouvrir devant elles », raconte avec enthousiasme Lois Bruthus, jointe à Monrovia, la capitale dévastée du Liberia. Entre deux grésillements sur la ligne téléphonique, la présidente de l'Association libérienne des femmes juristes, ex-employée de Johnson-Sirleaf, ne cache pas son admiration pour celle qui fut sa patronne pendant un an. « S'il y a une personne qui peut remettre le pays sur pied, c'est bien sa nouvelle présidente », affirme l'avocate.

À 67 ans, Ellen Johnson-Sirleaf hérite d'un petit pays d'Afrique de l'Ouest en lambeaux. Quatorze ans de guerre civile sanglante ont fait 250 000 morts et 21 000 enfants soldats, en plus de déraciner le tiers des 3,3 millions d'habitants. Le taux de chômage atteint 80 %. Deux ans et demi après l'armistice, Monrovia est toujours sans eau ni électricité. Mais Lois Bruthus se montre résolument optimiste : « Notre présidente est extrêmement courageuse et compétente, en plus d'avoir des qualités exceptionnelles de leadership. »

Née en 1938 à Monrovia (nom donné à la capitale en l'honneur de l'ancien président des États-Unis James Monroe), Ellen Johnson-Sirleaf est issue de l'élite américano-libérienne. Elle descend des premiers esclaves américains affranchis qui ont colonisé le Liberia au milieu du 19^e siècle et fondé la plus ancienne république du continent noir; un territoire riche en dia-

mants et en bois. À 17 ans, elle se marie avec James Sirleaf, de qui elle divorcera plus tard. En 1961, elle s'envole vers les États-Unis étudier à l'Université du Colorado, puis à Harvard, où elle obtient une maîtrise en administration publique.

De retour en Afrique après une décennie à l'étranger, Ellen Johnson-Sirleaf se joint à l'unique parti politique au Liberia, le True Whig Party. Elle occupe les postes de secrétaire d'État aux Finances (1972-1973) et de ministre des Finances (1979-1980), une première pour une femme. La politique économique du président William Tolbert accroît cependant les inégalités entre l'élite américano-libérienne et les autochtones. Le 12 avril 1980, le conflit éclate: le sergent Samuel Doe, un autochtone, renverse le gouvernement et instaure rapidement une dictature. Des escouades armées exécutent Tolbert ainsi que plusieurs membres de son cabinet. Ellen Johnson-Sirleaf échappe de peu à la purge et s'exile au Kenya.

C'est le début de la carrière mouvementée qui la mènera lentement mais sûrement à la Executive Mansion, la résidence présidentielle à Monrovia. À partir de 1983, elle dirige la Citibank de Nairobi, mais lorsque Samuel Doe rend légaux les partis politiques, en 1985, l'économiste décide de retourner dans son pays d'origine. Son séjour y sera de courte durée : elle se présente pour devenir sénatrice et ose critiquer le régime militaire. La politicienne est arrêtée et condamnée à dix ans de prison. Son incarcération se limitera à un an à condition qu'elle prenne, une fois de plus, le chemin de l'exil. Durant les douze années suivantes, elle occupe différents postes importants dans les milieux financiers, notamment ceux d'économiste à la Banque mondiale et de vice-présidente à la Banque de l'Équateur, à Washington. Elle assumera aussi les fonctions de directrice du Bureau Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement.

Pendant son séjour à l'étranger, la situation au Liberia se détériore. Le chef de guerre Charles Taylor lance ses rebelles à l'assaut du pays depuis la Côte-d'Ivoire. Ellen Johnson-Sirleaf lui apporte son soutien. Un appui qui lui est d'ailleurs toujours vivement reproché, puisque Taylor est aujourd'hui accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pour des atrocités commises au Liberia et en Sierra Leone. Le 9 septembre 1990, Samuel Doe est assassiné par un ancien collaborateur de Taylor. En 1996, la présence d'une force de maintien de la paix calme les violences et rend possible la tenue d'élections. La banquière retourne au Liberia.

L'année suivante, Ellen Johnson-Sirleaf se présente aux élections contre 13 autres candidats, dont Charles Taylor, de qui elle a pris ses distances. Avec 10 % des voix contre 75 % pour le chef des rebelles, elle perd les élections. Taylor l'accuse de trahison. Elle doit de nouveau quitter le pays.

En 2003, alors que les combats entre les forces gouvernementales et plusieurs factions belligérantes s'intensifient, le tyran cède aux pressions internationales, quitte le pouvoir et

accepte l'offre d'asile du Nigeria. Sa rivale revient au pays et prend les rênes de la Commission de la réforme de la gouvernance.

Lors des élections de 2005, Ellen Johnson-Sirleaf brigue la présidence. Au deuxième tour, elle se retrouve face à face avec une ancienne star internationale de football, George Weah. Alors que l'athlète de 39 ans réunit autour de lui plusieurs hommes politiques de poids, l'ancienne banquière n'est soutenue que par des politiciens de second plan. Toutefois, elle compte sur l'appui des femmes, qui constituent la majorité de ses partisans. L'aspirante présidente connaît bien leurs problèmes et incarne l'espoir d'un avenir meilleur pour beaucoup d'électrices. «Les femmes sont plus pauvres et moins éduquées. Elles sont victimes de violence dans toutes les régions de ce pays dévasté qui vient de sortir d'un conflit», explique Asha Dyan, responsable de l'Unité pour la parité homme-femme de la Mission de paix des Nations Unies au Liberia.

«En plus de devoir réconcilier les différentes factions politiques et ethniques qui se sont affrontées au cours des 15 dernières années et s'attaquer au chômage endémique, elle doit aussi améliorer la condition féminine dans un pays ravagé par la guerre»

Avec près de 60 % des voix, l'économiste remporte le deuxième tour haut la main contre le sportif, marquant ainsi une nouvelle ère pour son pays. «Cette campagne a amené un profond sens de dignité et d'estime de soi aux Libériennes. Celles-ci ont été en mesure de mettre sur pied un énorme lobby pour amener une politicienne au pouvoir. Ce n'est pas que la victoire d'une femme, c'est la victoire de toutes les femmes», avance avec passion Lois Bruthus.

Très libérale, la nouvelle présidente est fortement appuyée par les États-Unis et la communauté internationale. Un soutien dont aura sûrement besoin cette veuve, mère de quatre garçons et de six petits-fils, qui est confrontée à des défis gigantesques. En plus de devoir réconcilier les différentes factions politiques et ethniques qui se sont affrontées au cours des quinze dernières années et s'attaquer au chômage endémique, elle doit aussi améliorer la condition féminine dans un pays ravagé par la guerre. Le jour suivant son assermentation, celle qui avait promis que plus personne ne pourrait abuser des femmes au Liberia en s'en tirant à bon compte a fait voter une nouvelle loi beaucoup plus coercitive pour les agresseurs sexuels. Les auteurs de viols sont désormais passibles de peines d'emprisonnement allant de sept ans jusqu'à la perpétuité, alors qu'avant seul le viol collectif était considéré comme un délit.

Dans ce pays, 60 à 70 % des civils, en majorité des femmes, ont subi diverses formes de violence sexuelle. «Les agresseurs ont toujours bénéficié d'une culture de l'impunité», dit avec colère Lois Bruthus. «Modifier la loi sur le viol est un des premiers gestes que la présidente a posés. Cela démontre bien son engagement à tenir ses promesses électorales envers les femmes», renchérit Asha Dyan, qui a mis sur pied une campagne radio nationale pour informer les victimes de sévices sexuels que la loi les protégeait. Puisque les tribunaux sont débordés, Lois Bruthus et Asha Dyan réclament maintenant la création d'un tribunal spécial pour juger les auteurs de ces crimes.

Ellen Johnson-Sirleaf pourra difficilement faire la sourde oreille à cette requête, elle qui a récemment nommé une consœur, Frances Johnson-Morris, ministre de la Justice et qui a exhorté les femmes du Liberia, voire du monde entier, à jouer un rôle actif dans les affaires politiques et civiles.

Vous vous intéressez à l'actualité du monde du travail? **Vous êtes sensibles** aux enjeux sociaux, politiques et économiques qui lui sont liés? **Vous souhaitez** une information à l'échelle romande, nationale et internationale?

Abonnez-vous à

L'événement
syndical



L'Événement syndical aborde les thèmes essentiels liés aux enjeux professionnels et économiques actuels, tels que les questions de santé et de pénibilité au travail, les grands mouvements de l'économie et leurs conséquences pour les salariés, ou encore les inégalités entre les femmes et les hommes. Il se fait aussi l'écho des luttes syndicales en Suisse et à l'échelle internationale et propose chaque semaine un éclairage différent sur l'actualité.

- ☐ Je souscris un abonnement standard (55 fr. par an)
- ☐ Je souscris un abonnement de soutien (80 fr. par an)
- ☐ Je souhaite bénéficier de votre offre d'essai et recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois

Nom, prénom _____

Adresse _____

NPA/Localité _____

A retourner à **L'Événement syndical**, place de la Riponne 4, 1005 Lausanne, forum@evenement.ch